

Contre le **tri des élèves** et le **formatage** des enseignements

dans la rue le 25 mai !

Gabriel Attal n'est resté que 6 mois au ministère de l'Éducation nationale mais, sans écouter les personnels et les parents d'élèves, il a lancé une réforme qui dénature l'école et formate les enseignements. Son départ pour Matignon n'a rien changé et c'est maintenant depuis son fauteuil de Premier ministre qu'il téléguide son « choc des savoirs » et cherche à imposer une vision fantasmée de l'autorité.

Dans les écoles, le « choc des savoirs » c'est :

- le **redoublement imposé aux familles**, sans prise en charge de la difficulté scolaire, ce qui réduit fortement les bénéfices que pourrait avoir un maintien dans une classe, avec le risque de multiplier les tensions
- de **nouveaux programmes très contraignants et inquiétants**, qui asphyxient la liberté pédagogique mettent de côté les élèves qui ne sont pas dans la norme scolaire et remettent en cause la logique des cycles
- la **labellisation des manuels**, qui seront financés en partie par l'Éducation nationale,

pour imposer des méthodes pédagogiques et faire des enseignant·es de simples exécutant·es

- la **généralisation annoncée des évaluations nationales** standardisées et normatives à tous les niveaux
- le **tri des élèves dès la sortie du CM2** pour les assigner à des groupes en 6e, ce qui se traduit par la stigmatisation des élèves en difficulté et la relégation des élèves en situation de handicap et des élèves allophones.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans la même logique : formater les enseignements et classer les élèves en fonction de leur capacité d'adaptation au système scolaire. Dans cette logique, ce n'est plus à l'école de se donner les moyens de faire réussir les élèves mais c'est aux élèves de se couler rapidement dans un moule unique. **Le « choc des savoirs » est une machine implacable de tri scolaire (et donc de tri social), qui laisse de côté tou·tes les élèves qui ne correspondent pas à la « norme ».**

SUD éducation appelle à :

- organiser des réunions publiques pour informer la communauté éducative de la réforme,
- exprimer collectivement son désaccord
- refuser de trier les élèves
- organiser avec les parents d'élèves des « nuits des écoles » ou des « écoles désertes »
- participer aux rassemblements et manifestations pour combattre la réforme
- élaborer des revendications pour une école publique pour tous·tes qui fera réussir tous·tes les élèves quelles que soient leurs origines, leur milieu social, ...

Une large intersyndicale appelle à une grande journée de manifestations de défense de l'école publique, contre le « choc des savoirs » le samedi 25 mai : préparons cette date afin de défendre tou·tes ensemble l'école publique !

Nouveaux programmes : le cadre devient un carcan

Le Conseil supérieur des programmes (CSP), missionné en janvier 2024 pour réécrire les programmes du cycle 1 et du cycle 2, vient de rendre sa copie, marquée par une très forte inflation ! Le résultat, c'est une quarantaine de pages en français et une centaine en mathématiques. **Ces nouveaux programmes ne se contentent plus de fixer les objectifs d'apprentissage généraux mais détaillent les situations-types à présenter aux élèves, prescrivent des attendus chronométrés (nombre de mots à lire, nombre de calculs à réussir, etc.) et multiplient les exemples normatifs** : le ministère a constaté que les petits guides colorés envoyés dans les écoles n'étaient pas assez utilisés et il décide donc de les copier/coller dans les programmes ! Dans les contenus, les programmes de cycle 1 marquent une étape supplémentaire dans l'élémentarisation de l'école maternelle.

Cette incroyable prolixité trahit à la fois une défiance vis-à-vis du travail des professeur·es des

écoles (dont la liberté pédagogique se trouve remise en cause par des dizaines de pages prescriptives) et une volonté de cadrer très fermement les rythmes d'apprentissage. Jusqu'alors les programmes fixaient les objectifs à atteindre ; désormais ils risquent de fixer aussi les méthodes à employer et les activités à pratiquer. Conjuguée à la labellisation des manuels scolaires, cette réécriture des programmes s'inscrit bien dans la logique du « choc des savoirs » : **formater les enseignants et les élèves, fixer des normes d'apprentissage et écarter, de fait, les élèves qui ne peuvent pas s'y conformer.**

Avec un tel volume d'injonctions pédagogiques, comment aménager des possibilités d'adaptation au rythme des élèves ? Comment prendre en compte les élèves en difficulté ? Comment aménager les activités scolaires pour les élèves à besoins particuliers ? Le « choc des savoirs » du ministère ne répond à aucune de ces questions légitimes : **sans moyens pour pallier la difficulté scolaire, il n'y aura pas de « choc des savoirs » mais bien un choc du tri scolaire et social.**

Évaluations nationales généralisées : le contrôle à tous les niveaux

Depuis Jean-Michel Blanquer, le ministère veut évaluer les élèves à la place des enseignant·es. Avec le « choc des savoirs », les évaluations vont conduire à classer les élèves dès l'école primaire et, surtout, à leur entrée au collège. Ces évaluations nationales sont avant tout un outil de pilotage et fournissent des données chiffrées dont le ministère raffole. Pourtant, elles n'ont pas de valeur scientifique, ne sont globalement pas utiles aux personnels et prennent du temps alors que les enseignant·es évaluent déjà leurs élèves. **Ces évaluations nationales, formatées imposées et chronophages, conduisent les enseignant·es à modifier leurs pratiques et renforcent le contrôle des méthodes pédagogiques.**

Être enseignant·e ce n'est pas exécuter des programmes standardisés et évaluer de manière tout aussi standardisée les résultats des élèves, c'est avant tout savoir trouver les bonnes méthodes pour apprendre des choses à des êtres humains tous et toutes différents, qui sont inséré·es dans un tissu social et affectif.

SUD éducation, aux côtés de la FSU-SNUipp, du SE-Unsa, du Snudi-FO, du SGEN-CFDT, de la CGT Educ'Action, et du SNALC, demande l'arrêt des évaluations obligatoires imposées et appelle à signer massivement la pétition intersyndicale.